



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la délibération:
**Convention de partenariat
CAD/Communes/
CNFPT -
Mutualisation des
plans de formation**

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel MARIA

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 02/10/2015

Transmis le : 02/10/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

L'ingénierie publique, la mutualisation et la recherche d'excellence dans les relations CAD/communes est un des axes que la Communauté d'Agglomération Dracénoise a décidé de porter à travers son projet de territoire durant la mandature 2014/2020.

La délibération n°C_2014-184 du 18 décembre 2014 a inscrit la volonté manifeste de la CAD et des communes de s'engager dans un projet de schéma de mutualisation dont les thématiques sont déclinées dans un catalogue de service. :

Aussi, dans un contexte budgétaire contraint, la recherche du maintien d'un service public local de qualité, sa maîtrise avec économies d'échelle et réduction des coûts, est l'objectif primordial de cette mutualisation qui rapproche les collectivités tout en garantissant à chacun de rester maître de ses décisions, obligations, interventions et prérogatives.

La formation des personnels territoriaux est un levier stratégique essentiel, qui permet de répondre à la nécessité d'adapter les compétences des communes et de la CAD à l'évolution de la réforme territoriale.

Ainsi, grâce au partenariat CNFPT/CAD/COMMUNES, la mutualisation des plans de formation permettra de décloisonner les services et de mettre en commun des problématiques similaires pour les traiter à l'échelle du territoire.

Le plan de formation s'inscrira sur une période triennale (2015-2017) et devra recenser l'ensemble des formations que le Comité de Pilotage aura validé.

A ce jour, la rencontre des techniciens en ressources humaines a permis, par la création du réseau RH, d'identifier des besoins de formations à mutualiser, avec une priorité donnée aux formations réglementées, notamment en matière de prévention et de sécurité.

Celles-ci sont envisagées au cours du dernier trimestre 2015 et seront inscrites au plan de formation mutualisé.

En conséquence et après avis de la commission mixte modernisation de l'action publique et administration générale, réunie le 10 juin 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de signer la convention de partenariat ci-annexée, avec le CNFPT du VAR et les Communes du territoire.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

~~Communauté d'Agglomération
Dracénoise~~

~~Affiché le~~



~~Transmis le : ...01.11.2015.....
au Représentant de l'Etat,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 Mars 1982~~



PROJET

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LA DELEGATION REGIONALE PACA, LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DRACENOISE
ET LES 19 COMMUNES DU TERRITOIRE**

**« Convention de partenariat pour la réalisation d'actions de
formations mutualisées »**

Entre :

La Communauté d'agglomération dracénoise, Square Mozart, CS 90129 83300 Draguignan, représentée par son Président, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

La Commune Centre de Draguignan, 31, Rue Georges Cisson, 83300 Draguignan, représenté par son Maire, Monsieur Richard STRAMBIO,

La Commune des Arcs sur Argens, Rue de l'hôtel de ville, 83460 Les Arcs Sur Argens, représentée par son Maire, Monsieur Alain PARLANTI

La Commune d'Ampus, Place de la Mairie 83111 Ampus, représentée par son Maire, Monsieur Hugues MARTIN

La Commune de Bargemon, Place de la Mairie, 83380 Bargemon représentée par son Maire, Monsieur Yves BACQUET

La Commune de Callas, 3, Place de la Victoire, 83830 Callas, représentée par son Maire, Daniel MARIA

La Commune de Chateaudouble, Place Vieille, 83300 Chateaudouble, représentée par son Maire, Georges ROUVIER

La Commune de Claviers, 3, Place du 8 mai 1945, 83830 Claviers, représentée par son Maire, Monsieur Gérald PIERRUGUES

La Commune de Figanières, 1, Rue Saint Eloi, 83830 Figanières, représentée par son Maire, Monsieur Bernard CHILINI

La Commune de Flayosc, Avenue Angelin German, 83780 Flayosc, représentée par son Maire, Monsieur Fabien MATRAS

La Commune de La Motte, Hôtel de Ville 1, Place Georges Clémenceau, 83920 La Motte représentée par son Maire, Madame Valérie MARCY

La Commune de Lorgues, Cours de la République, 83510 Lorgues, représentée par son Maire, Monsieur Claude ALEMAGNA

La Commune de Montferrat, Placette de la Mairie, 83131 Montferrat représentée par son Maire, Monsieur Raymond GRAS

La Commune du Muy, 4, Rue de l'Hôtel de Ville, 83490 Le Muy, représentée par son Maire, Madame Liliane BOYER

La Commune de Saint-Antonin du Var, Hôtel de Ville, Route d'Entrecasteaux, 83510 Saint-Antonin du Var, représentée par son Maire, Monsieur Serge BALDECCHI

La Commune de Salernes, Place Georges Clémenceau, 83690 Salernes, représentée par son Maire, Madame Nicole FANELLI

La Commune de Sillans la Cascade, Rue du Château, 83690 Sillans la Cascade, représentée par son Maire, Monsieur Christophe CARRIERE

La Commune de Taradeau, Place de la Mairie, et représenté par son Maire, Monsieur Monsieur Gilbert GALLIANO

La Commune de Trans en Provence, 25, Avenue de la Gare, 83720 Trans-en-Provence, représentée par son Maire Monsieur Jacques LECOINTE

La Commune de Vidauban, Place Georges Clémenceau, 83550 Vidauban, représentée par son Maire, Monsieur Claude PIANETTI

La Délégation Régionale PACA du CNFPT, Chemin de la Planquette, 83957 La Garde, représentée par son délégué régional, Monsieur CHENOZ,

L'antenne du Var de la Délégation Régionale PACA du CNFPT, représentée par sa directrice Madame Sylvie MASSIMI

Préambule

L'ingénierie publique, la mutualisation et la recherche d'excellence dans les relations CAD/Communes est un des axes que la communauté d'agglomération dracénoise a décidé de porter à travers son projet de territoire durant la mandature 2014/2020.

C'est dans cet esprit que les communes et la CAD ont souhaité s'engager dans un projet de schéma de mutualisation, dont les thématiques sont déclinées dans un catalogue de service. En parallèle, une démarche de performance publique/mutualisation est lancée avec pour objectif d'optimiser la gestion des ressources en vue de maintenir un niveau de service de qualité au moindre coût, élever le niveau de performance de l'organisation des administrations locales et développer la proximité en partenariat avec les communes.

Ainsi, la mutualisation du plan de formation permettra de décloisonner les services et de mettre en commun des problématiques similaires pour les traiter à l'échelle du territoire. Cela permettra également de favoriser le développement d'un socle de compétences partagé au niveau des agents publics du territoire.

Pour mettre en œuvre leurs projets et offrir des services de qualité, les collectivités ont besoin d'agents compétents dans une organisation appropriée. La formation contribue fortement à l'adaptation et au développement des compétences des agents. Elle leur offre aussi la possibilité d'évoluer et de développer leurs projets professionnels.

Respectueux des objectifs collectifs et individuels, le CNFPT est garant d'une équité de traitement de toutes les collectivités sur le territoire en matière de formation, tant sur le plan financier que sur celui de l'accompagnement pédagogique. Il établit sa programmation annuelle de formation inter-collectivités en fonction de l'ensemble des plans de formation que les collectivités doivent, de par la loi, porter à sa connaissance.

Une partie de la programmation en formation de perfectionnement ou de professionnalisation de la délégation régionale Paca, représentée sur le territoire par l'antenne du Var, est dédiée à des actions intra en partenariat pédagogique avec les 19 collectivités. Elle est conduite dans les limites du respect de l'équité de traitement suscité.

Cette convention concerne la formation de perfectionnement ou de professionnalisation mise en œuvre par la délégation régionale Paca dans le cadre des plans de formation mutualisés EPCI et communes membres.

Elle ne concerne pas les participations d'agents aux dispositifs de formation d'intégration organisés par la délégation, les INSET ou l'INET, de préparation à concours et examens professionnels.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention définit les conditions de partenariat entre les parties concourant à l'organisation d'actions de formation dans le cadre de la mutualisation des plans de formation des 19 communes membres de la Communauté d'agglomération dracénoise.

La convention a pour objet de faire adhérer les collectivités signataires aux modalités d'organisation générale du partenariat dans le domaine de la formation, tant sur les thématiques proposées que sur le financement partagé.

La convention définit également les moyens et méthodes pour assurer la réalisation du plan d'actions de formations mutualisées.

Enfin, la convention pose un certain nombre de principes auxquels adhèrent l'ensemble des collectivités signataires : valeurs de coopération, de solidarité et de partenariat privilégié avec le CNFPT.

ARTICLE 2 : Durée

Le présent partenariat est conclu pour les années 2015, 2016, 2017 à compter de sa signature. Les parties conviennent de se rencontrer six mois avant son échéance, afin d'étudier la possibilité de renouveler le partenariat.

Chacune des parties peut résilier le présent partenariat en le justifiant, en cours d'exécution, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception et après clôture des actions engagées à la date du préavis.

ARTICLE 3 : Objectifs principaux

Les objectifs principaux de la démarche partenariale sont :

- De développer la professionnalisation des agents dans les mêmes conditions pour l'ensemble des collectivités impliquées, dans le cadre de leurs politiques publiques et obligations relatives au statut
- De favoriser le partage d'expériences et de pratiques entre les personnels en renforçant la mise en réseau des compétences, sur le territoire
- D'optimiser les conditions matérielles d'organisation des actions de formation en offrant plus de proximité, de souplesse dans la constitution des groupes de stagiaires et une réduction des coûts de réalisation
- De formaliser avec le CNFPT, les modalités d'une programmation d'actions territorialisées de formation, co-construites, en s'appuyant sur des moyens logistiques et financiers mutualisés, traduit dans un plan de formations mutualisées.

Chaque collectivité, membre de la CAD, désireuse de contribuer à l'atteinte des objectifs précités, déclare :

- Adhérer au principe d'organisation ci-dessous
- S'engager à tout mettre en œuvre pour respecter les modalités pratiques de coopération énoncées ci-après.

ARTICLE 4 : Principes d'organisation des actions mutualisées

Ces principes s'inscrivent dans différentes approches de la formation :

1 – Approches par politiques publiques des territoires

Actions liées à des enjeux de politiques publiques impactant les activités et services offerts aux usagers des communes de l'agglomération et qui sous-entend un projet commun de territoire.

Il s'agit de secteurs pour lesquels l'environnement professionnel connaît de fortes évolutions.

2 – Approche par métiers

Programmes permettant :

- l'acquisition d'une culture commune professionnelle nécessaire à tout agent public territorial
- la professionnalisation des métiers et fonctions que l'on rencontre en effectifs importants dans les collectivités (accueil, entretien des équipements, management, bureautique...).

3 – Les formations réglementées.

Programmes répondant aux dispositions réglementaires s'imposant aux collectivités, notamment en matière de prévention et sécurité.

4 – Les actions ponctuelles de formation

Action spécifique demandée par une collectivité territoriale, à laquelle pourront s'associer d'autres collectivités territoriales ayant un besoin identique.

ARTICLE 5. Méthodes et moyens au service du projet de mutualisation de la formation :

Afin d'asseoir les conditions de collaboration nécessaires au bon fonctionnement du partenariat, les acteurs de la présente convention s'entendent sur les points de méthode et de mise en œuvre opérationnelle déclinés ci-dessous.

Des instances de validation et de concertation sont créées pour encadrer la construction du plan de formation mutualisé : comité de pilotage et comité technique.

5.1 Eléments de méthode pour la construction de la programmation

5.1.1 Un correspondant formation est désigné pour chaque collectivité pour participer au comité technique

Chaque collectivité associée au projet, désigne, parmi ses collaborateurs, un correspondant formellement et nommément identifié. Il dispose du positionnement et des informations lui permettant de représenter sa collectivité au sein du comité technique constitué pour la coopération et il s'engage à :

- Etre force de proposition sur un projet d'action ou programme de formation « mutualisable »
- Contribuer ponctuellement aux réunions de travail et à la co-construction des programmes de formation auxquelles participe sa collectivité.

5.1.2 Les étapes de la construction

Chaque collectivité élabore les propositions de formation qu'elle souhaite voir mutualiser à partir de son plan de formation et les soumet pour avis à ses partenaires en utilisant le réseau RH.

Etape 1 :

Le Comité de pilotage (Elus, DGS, DRH, CNFPT) valide :

- la méthodologie de travail
- la composition du comité technique

Etape 2 :

Le comité technique (membres représentatifs du territoire, CNFPT) :

- s'approprie la méthodologie
- sélectionne les outils communs et partagés à utiliser (tableaux de bord, cahiers des charges en commun, trames pour bilans)
- détermine les axes de travail prioritaires
- transmet les éléments aux référents du réseau RH

Etape 3 :

Le réseau RH (un référent par collectivité, CNFPT)

- recense et priorise les besoins
- élabore un document de synthèse des demandes des besoins de toutes les collectivités

Etape 4 :

A partir des différentes propositions, le comité technique

- examine les effectifs potentiels via un tableau de bord de programmation.
- détermine le programme de formation « mutualisables », en fonction des formations ciblées comme prioritaires et répondant à des enjeux stratégiques pour le territoire ou à des effectifs nombreux.
- finalise la programmation en classant les demandes par ordre de priorité
- transmet la proposition de programmation aux référents de chaque collectivité

Etape 5 :

Le comité de pilotage se réunit et valide le programme et le calendrier de programmation annuelle des actions de formation mutualisées présenté par les membres du comité technique.

Il appartient ensuite à chaque collectivité d'intégrer et de formaliser, dans son plan de formation, les actions de formation mises en œuvre dans le cadre du plan de formation mutualisé.

5.1.3 Le calendrier de programmation des actions de formation mutualisées

La programmation des actions de formation est prévue de façon annuelle, sur la base des actions prioritaires identifiées avec les collectivités répondant aux besoins des agents concernés.

La programmation est revue chaque année, conjointement au bilan des actions.

ECHEANCES	ETAPES
Avant octobre N-1	Recensement des besoins et préparation des propositions au sein de chaque collectivité
Octobre-novembre N-1	Réunions du réseau RH et du comité technique
Décembre N-1	Consolidation de la programmation par le comité technique : définition des actions prioritaires et de l'ordre de priorité annuel
Janvier N	Validation du Comité de pilotage
	Transmission par les collectivités des cahiers des charges (intra ou projets) et du nombre d'inscrits pour chacune des actions
Février – mars N	Inscription des agents
Juin N	Réunion comité technique pour bilans et réajustements
Décembre N	Bilan année et programmation N+1

D'autres réunions de travail pourront être organisées, autant que de besoin, à l'initiative des partenaires afin de monter les projets de formation décidés.

5.2 Des outils communs et partagés

Des outils seront construits et validés :

- outils de recueil de besoins de formation sur lequel chaque collectivité inscrit ses besoins susceptibles d'être mutualisés
- trame commune de cahier des charges, permettant de faciliter l'appropriation de la construction des projets d'action

5.3 Des temps de bilan en commun

- Bilan pédagogique et organisationnel des actions réalisées
- Bilan de la collaboration des différents acteurs, de la cohérence générale du projet et adaptations éventuelles

ARTICLE 6. Modalités opérationnelles de mutualisation des moyens humains et matériels pour la mise en œuvre des actions de formation :

6.1 La constitution des groupes

Les groupes seront constitués en veillant à :

- l'homogénéité des publics pour garantir l'efficacité de la formation.
- la moyenne des effectifs attendue par le CNFPT pour garantir la dynamique des groupes (de 10 à 15 stagiaires). Sous réserve d'un contexte ou contraintes pédagogique particulières les seuils pourront être révisés.
- l'inscription en ligne sera favorisée pour toutes les actions intra.

6.2 L'information des agents

Chaque employeur informera ses agents en amont des formations du programme, dates et lieux des sessions.

Pour les formations relevant de son organisation, le CNFPT procédera à l'envoi des convocations environ 3 semaines avant le début des actions.

6.3 Les salles de formation

Les salles seront mises à disposition par les collectivités quelles que soient les actions et leur condition de mise en œuvre. Elles seront équipées, à minima, d'un tableau ou d'un paperboard et d'un vidéoprojecteur, tables et chaises en nombre suffisant.

6.4 L'accueil des intervenants et des stagiaires

L'accueil est assuré par le référent formation de la collectivité d'accueil ou par le CNFPT (ouverture des salles, mise à disposition du matériel, présentation du contexte de la formation mutualisée).

Les intervenants pourront être chargés de l'ouverture pédagogique.

6.5 Le bilan de chaque session

Le bilan sera réalisé, a minima par écrit (document CNFPT ou autre). Il pourra être animé par les intervenants, le référent de formation ou un conseiller formation ou assistante du CNFPT.

Les bilans feront l'objet d'une synthèse qui sera exploitée lors de la réunion annuelle de bilan (décembre) et la synthèse sera remise à chaque collectivité ayant envoyé des participants à l'action.

ARTICLE 7 : Les modalités de financement

Sur la base des objectifs énoncés à l'article 3, le CNFPT s'engage à diversifier ses modalités d'interventions pour les adapter aux besoins identifiés par les collectivités et également à les accompagner en les faisant bénéficier de son expertise en ingénierie de formation et ingénierie de projet.

Les actions contractualisées dans le cadre du plan de formation mutualisé sont financées sur le budget de la délégation du CNFPT.

Seules les actions arrêtées par délibérations du conseil d'administration du CNFPT n° 2014/174 du 5 novembre 2014 sont facturées, et notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail, les formations suivantes sont mises en œuvre avec participation financière de l'employeur :

- Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES)
- Formation initiale minimale obligatoire (FIMO) et formation continue obligatoire de sécurité (FCOS) préalable à la qualification professionnelle de conducteur routier ou nécessaire à son exercice,
- Formations des agents membres des CHSCT en application de l'article 8 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 susvisé

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS / AVENANTS

Les parties peuvent modifier, d'un commun accord et par voie d'avenant, les dispositions du présent partenariat.

Fait à _____ ,
le _____

Le Président de la C.A.D
Olivier AUDIBERT-TROIN

Le Maire de Draguignan,
Richard STRAMBIO

Le Maire des Arcs-sur-Argens,
Alain PARLANTI

Le Maire d'Ampus,
Hugues MARTIN

Le Maire de Bargemon,
Yves BACQUET

Le Maire de Callas,
Daniel MARIA

Le Maire de Chateaudouble,
Georges ROUVIER

Le Maire de Clavières,
Gérald PIERRUGUES

Le Maire de Flayosc,
Fabien MATRAS

Le Maire de Figanières,
Bernard CHILINI

Le Maire de La Motte,

Le Maire de Lorgues,

Valérie MARCY

Le Maire de Montferrat,

Raymond GRAS

Le Maire de Saint-Antonin du Var,

Serge BALDECCHI

Le Maire de Sillans-la-Cascade,

Christophe CARRIERE

Le Maire de Trans-en-Provence,

Jacques LECOINTE

Le Centre National de la
Fonction Publique Territoriale
Délégation régionale PACA
Le délégué régional,
Monsieur Gérard CHENOZ

Claude ALEMAGNA

Le Maire du MUY,

Liliane BOYER

Le Maire de Salernes,

Nicole FANELLI

Le Maire de Taradeau,

Gilbert GALLIANO

Le Maire de Vidauban,

Claude PIANETTI

